



L'ADEA présente les avancées de l'Afrique à la 1^{ère} conférence mondiale sur l'éducation et la protection (EPPE) de la petite enfance

Moscou, le 29 septembre 2010. Le Secrétaire exécutif de l'ADEA, M. Ahlin Byll-Cataria, et la directrice du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA) et leader du Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE), Mme Ann-Thérèse Ndong Jatta, se sont adressés hier aux participants de la 1^{ère} Conférence mondiale sur l'éducation et la protection et de la petite enfance, qui se tient actuellement à Moscou, Fédération de Russie, du 27 au 29 septembre 2010.

Leurs interventions se sont déroulées dans le cadre de la session consacrée à l'Afrique, présidée par M. Samuel Ogeri, ministre de l'Éducation du Kenya et Président du Bureau des ministres de l'ADEA et de la COMEDAF (Conférence des ministres africains de l'éducation).

Le concept d'éducation et de protection de la petite enfance (EPPE) est une notion qui englobe tous les aspects du développement des enfants pour assurer leur bien-être physique, cognitif, linguistique, social et émotionnel. Il comprend également la protection, un processus qui engendre la création d'un environnement favorable pour le développement complet de l'enfant. Les services EPPE sont divers et variés, allant de la crèche à l'école maternelle et aux premières classes de l'enseignement primaire.

La Directrice du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar (BREDA) a présenté le Rapport régional sur la protection et l'éducation de la petite enfance en Afrique [Rapport ci-joint]. La petite enfance se définit comme la période allant de 0 à 8 ans. Cruciales pour le développement du cerveau, ces années constituent les bases pour l'apprentissage futur de l'enfant. Elles sont également une période d'extrême fragilité, particulièrement en Afrique, où la mortalité infantile demeure élevée (158 enfants pour mille naissances, comparé à une moyenne mondiale de 71 pour mille) et où, dans une trentaine de pays, 38% des enfants souffrent de malnutrition sévère ou chronique. En outre, sur un continent où 50% de la population vit dans la pauvreté et où le VIH/SIDA sévit plus qu'ailleurs (70% des personnes infectées vivent en Afrique), les services de protection et d'éducation à la petite enfance (ECCE) ne touchent que 42% des enfants. De plus, en Afrique subsaharienne, moins de 15% des enfants de cette région bénéficient d'une année complète d'éducation pré-scolaire.

Après avoir brossé un tableau des initiatives continentales en œuvre, dont le plan stratégique 2008- 2013 pour l'EPPE développé par le GTDPE, la directrice du BREDA a mis en exergue les expériences réussies en Afrique subsaharienne, notamment au Kenya, en Ethiopie et à Maurice. Elle a invité les pays à développer des stratégies pour étendre les services d'EPPE à plus grande échelle, à partir de telles expériences porteuses et des opportunités qui s'offrent - notamment l'engagement très fort des communautés à appuyer les efforts des gouvernements. *« Maintes fois, nous avons présenté les raisons pour lesquelles l'EPPE doit être une première priorité, car elle constitue le fondement du développement de l'enfant et la première étape vers la réalisation de*

tous les objectifs d'éducation pour tous (EPT) » a déclaré Mme Ndong-Jatta. « Il nous faut maintenant agir ».

Le Secrétaire exécutif de l'ADEA a fait un rapport aux participants de la 4^{ème} Conférence internationale africaine sur le développement de la petite enfance sur le thème « *De la définition de la politique à l'action : accroître l'investissement dans le DPE pour un développement durable* » qui s'est déroulée à Dakar, du 10 au 13 novembre 2009. Organisée par le Groupe de travail de l'ADEA sur le développement de la petite enfance (GTDPE), le gouvernement du Sénégal et le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA), cette conférence majeure avait réuni des délégations de 42 pays africains. Trente-cinq ministres de l'éducation, de la santé, de la famille et de l'action sociale y étaient présents, ainsi que de nombreux experts, agences de développement et partenaires techniques et financiers. Ouverte par les chefs d'Etat du Sénégal et du Mali, pour qui le DPE est une problématique essentielle du développement durable de l'Afrique, la conférence a également mobilisé les Premières dames du Cap-Vert, du Sénégal et de Zanzibar.

« *L'Afrique ne vient pas les mains vides* », a déclaré M. Byll-Cataria. « *La conférence de Dakar* », a-t-il poursuivi « *a, entre autres, promu le dialogue entre toutes les parties prenantes du DPE dans les domaines de la planification, du financement et de la mise en œuvre des politiques, partagé les connaissances et expériences novatrices et indiqué des stratégies concrètes pour l'extension des services et l'accroissement des investissements consacrés aux DPE* ». Le Secrétaire exécutif a rappelé qu'un appel à l'action avait été lancé à Dakar à toutes les parties prenantes – chefs d'Etat, Premières Dames, ministres, acteurs de la société civile et du secteur privé, chercheurs et partenaires techniques et financiers – et que les Premières Dames du Cap-Vert, du Sénégal et de Zanzibar avaient également proclamé leur soutien au DPE. [Voir les textes de l'Appel à l'action et de la Déclaration des Premières dames, ci-joints].

Dans sa conclusion, M. Byll-Cataria a mis en exergue l'impact concret de la conférence :

- L'Union africaine a inscrit le DPE comme huitième priorité du Plan d'action de la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique ;
- A la demande du Président de la République du Sénégal, les chefs d'Etat de l'Union africaine prévoient un sommet spécial sur le DPE en 2011 ;
- Des dynamiques sous régionales pour le dialogue politique, l'échange d'expériences et d'expertise ont vu le jour, notamment à Maurice, centre d'excellence du DPE en Afrique.

M. Haroun Ali Suleiman, ministre de l'Education et de la Formation professionnelle de Zanzibar, a partagé l'expérience RISE (*Radio Instruction to Strengthen Education*) de son pays, un programme d'enseignement pré-scolaire par la radio qui vise les enfants entre 4 et 6 ans. Ce programme ludique et interactif centré sur l'enfant est ancré dans les communautés et fondé sur la culture locale. Il a été développé par le ministère de l'Education et de la Formation professionnelle, en partenariat avec Voice of Zanzibar, des ONG et des partenaires privés, dans le cadre de la nouvelle politique éducative adoptée en 2006. RISE vise particulièrement les communautés pauvres et isolées et comprend à présent 78 programmes de radios communautaires.

Parmi les autres intervenants de la séance figuraient le pédiatre et nutritionniste M. Guelaya Sall, professeur à l'université Cheikh Anta Diop du Sénégal, qui a exposé les défis pour le développement de la petite enfance en termes de nutrition et de santé, et M. Robert Serpell, professeur de psychologie de l'université de Zambie, qui a parlé d'approches traditionnelles ancrées dans les communautés.

A Moscou, la session sur l'Afrique a montré que si les défis demeurent immenses, l'Afrique, qui compte dix-neuf pays ayant adopté une politique de DPE, est passée à l'action.

Le Vice-Président des Seychelles, des ministres de 65 pays, des experts de la petite enfance et des représentants de la société civile du monde entier sont réunis actuellement à Moscou, du 27 au 29 septembre, afin de se concerter sur les stratégies d'accélération de l'EEPE. L'ADEA, dont le Groupe de travail sur le DPE est piloté par l'UNESCO BRENDA, y organise plusieurs sessions axées sur l'Afrique.

Moscou, 29 septembre 2010.

Contacts presse :

- **Thanh-Hoa Desruelles**, Relations externes et communication, ADEA, t.desruelles@afdb.org, +216/ 98 41 98 87
- **Alcinou Da Costa**, Consultant presse, alcinou@orange.fr, +33/ 6 09 61 75 27